



Règlement intérieur

25 septembre 2020



service public d'eau potable

Préambule

Envoyé en préfecture le 02/10/2020
Reçu en préfecture le 02/10/2020
Affiché le 02/10/2020
ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_047-DE

Conformément aux dispositions des articles L.2121-8 et L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales, le Comité Syndical de **Eau du Morbihan** établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Son contenu est fixé librement par le Comité Syndical, en complément et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires ainsi que des dispositions statutaires, et a pour objet de préciser les modalités relatives au fonctionnement interne de l'assemblée délibérante.

Il est convenu que si la rédaction des articles du CGCT était modifiée par le législateur, cette nouvelle rédaction s'appliquerait automatiquement sans qu'il soit besoin de faire approuver la modification du présent règlement par le Comité Syndical.

Ce règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice du Comité Syndical.

Le présent règlement, est soumis à l'approbation du Comité Syndical en date du 25 septembre 2020 et est applicable dès qu'il a acquis son caractère exécutoire. Il sera ensuite adopté à chaque renouvellement du Comité Syndical dans les six mois qui suivent son installation.

Tables des matières

Envoyé en préfecture le 02/10/2020
 Reçu en préfecture le 02/10/2020
 Affiché le 02/10/2020
 ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_047-DE

1	LE COMITE SYNDICAL	4
1.1	COMPOSITION ET VACANCE.....	4
1.2	PERIODICITE ET CONVOCATION.....	4
1.2.1	<i>Périodicité des séances.....</i>	4
1.2.2	<i>Convocations et rapports</i>	5
1.2.3	<i>Ordre du jour</i>	5
1.2.4	<i>Accès aux dossiers préparatoires</i>	5
1.2.5	<i>Information élus des membres ne siégeant pas au Comité Syndical.....</i>	6
1.3	FONCTIONNEMENT DES SEANCES DU COMITE SYNDICAL	6
1.3.1	<i>Présidence</i>	6
1.3.2	<i>Secrétariat de séance</i>	7
1.3.3	<i>Quorum</i>	7
1.3.4	<i>Pouvoirs.....</i>	7
1.3.5	<i>Prise en charge des frais de déplacement des délégués.....</i>	8
1.3.6	<i>Accès et tenue du public.....</i>	8
1.3.7	<i>Séance à huis clos.....</i>	8
1.3.8	<i>Suspension de séance.....</i>	8
1.3.9	<i>Police de l'assemblée.....</i>	9
1.4	DEBATS, QUESTIONS, AMENDEMENTS ET VOTES	9
1.4.1	<i>Débats ordinaires</i>	9
1.4.2	<i>Questions écrites et questions orales</i>	9
1.4.3	<i>Délibérations de l'assemblée.....</i>	10
1.5	COMPTE-RENDU DES DEBATS – PROCES-VERBAL – EXTRAIT DES DELIBERATIONS – RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS	11
1.5.1	<i>Compte-rendu</i>	11
1.5.2	<i>Procès-verbal.....</i>	11
1.5.3	<i>Registre des délibérations</i>	11
1.5.4	<i>Recueil des actes administratifs</i>	11
1.5.5	<i>Droit à la communication</i>	12
2	LE BUREAU SYNDICAL.....	13
2.1	COMPOSTION ET ATTRIBUTIONS DU BUREAU	13
2.2	ORGANISATION DU BUREAU	13
2.2.1	<i>Périodicité des séances.....</i>	13
2.2.2	<i>Convocations et rapports</i>	13
2.3	FONCTIONNEMENT DU BUREAU.....	14
2.3.1	<i>Présidence et tenue des séances</i>	14
2.3.2	<i>Secrétariat de séance</i>	14
2.3.3	<i>Quorum et Pouvoirs.....</i>	14
2.3.4	<i>Accès et tenue du public.....</i>	14
2.3.5	<i>Compte rendu et procès-verbal</i>	15
2.3.6	<i>Décisions du Bureau</i>	15
3	LES COMMISSIONS SYNDICALES	16



1 Le Comité Syndical

1.1 Composition et vacance

Références : articles L.5212-6, L.5211-6 et L.5211-8 du Code général des collectivités territoriales

Eau du Morbihan est administré par un Comité Syndical. Sa composition est fixée par l'article 10.1 de ses statuts. Les délégués syndicaux sont désignés par les Collèges électoraux et Conseils communautaires selon les modalités prévues dans ce même article 10.1.

Le mandat des délégués syndicaux est lié à celui de l'organe délibérant dont ils sont issus. Ce mandat expire lors de l'installation du Comité Syndical suivant le renouvellement général des Conseils municipaux.

En cas de vacance parmi les délégués syndicaux pour quelque cause que ce soit, le Collège électoral ou le Conseil communautaire dont est issue la vacance doit procéder, dans les meilleurs délais, à son remplacement.

- En l'absence de désignation de délégués par un EPCI ou un Syndicat dans un délai raisonnable, par transposition des règles fixées par l'article L. 5211-8, ils sont représentés par :
 - son Président lorsqu'il doit être pourvu au remplacement d'un seul délégué ;
 - son Président et son premier vice-Président dans le cas contraire.
- En l'absence de désignation de délégués au Collège électoral par un Conseil municipal dans un délai raisonnable, par transposition des règles fixées par l'article L. 5211-8, ils sont représentés par :
 - son Maire lorsqu'il doit être pourvu au remplacement d'un seul délégué ;
 - son Maire et son premier adjoint dans le cas contraire.

1.2 Périodicité et Convocation

1.2.1 Périodicité des séances

Références : articles L.5211-11 et L.2121-7 du Code général des collectivités territoriales

Le Comité Syndical se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Président, au siège de **Eau du Morbihan** ou dans un lieu choisi par le Comité au cours de la séance précédente dans l'une de ses collectivités membres.

Le Président peut exceptionnellement changer le lieu de la réunion pour des raisons de disponibilité d'équipement, de sécurité publique, sanitaires ou de dimension de salle.

Le Président peut réunir le Comité Syndical chaque fois qu'il le juge utile.

1.2.2 Convocations et rapports

Références : articles L.2121-9, L.2121-10, L.2121-12, L.5211-40-2, L.5211-16 du Code général des collectivités territoriales

Toute convocation est faite par le Président et en cas d'absence par celui qui le remplace.

Elle indique les questions portées à l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, et portée à la connaissance du public par un affichage au siège de **Eau du Morbihan** et sa publication sur le site internet www.eaudumorbihan.fr.

Elle est accompagnée d'une note explicative de synthèse des points inscrits à l'ordre du jour, rédigée sous la forme de rapports.

La convocation et la note de synthèse sont adressées aux délégués 5 jours francs au moins avant la date de la réunion :

- par voie dématérialisée à l'adresse mail communiquée par le délégué ;
- sur support papier au domicile du délégué, s'il en a fait la demande expresse.

Le délai court à compter du lendemain de la date d'envoi (date du message électronique ou cachet de la Poste) et expire le lendemain du jour où le délai de 5 jours est échu.

En cas d'urgence, ce délai de 5 jours peut être abrégé par le Président sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Comité Syndical, qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le Président est tenu de convoquer dans un délai maximal de 30 jours le Comité Syndical suite à une demande motivée du représentant de l'Etat dans le département ou d'un tiers au moins des membres du Comité Syndical.

1.2.3 Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour en mentionnant de manière suffisamment précise les sujets sur lesquels le Comité Syndical pourra être appelé à se prononcer au cours de la séance. L'ordre du jour est reproduit sur la convocation du Comité Syndical et porté à la connaissance du public comme indiqué au 1.2.2.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou des membres du Comité Syndical, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

1.2.4 Accès aux dossiers préparatoires

Références : articles L.2121-13, L.2121-10, L.2121-12, L.2121-13-1 du Code général des collectivités territoriales

Tout délégué syndical a le droit d'être informé des affaires de **Eau du Morbihan** qui font l'objet d'une délibération.

Durant les 5 jours qui précèdent la séance, les délégués peuvent consulter les dossiers préparatoires (projets de contrats, concessions et délégations de service public, marchés publics, etc) sur place, au siège de **Eau du Morbihan**, et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Président.

Au cours de la séance du Comité Syndical, les dossiers sont également tenus à la disposition des délégués syndicaux. Afin d'assurer la meilleure diffusion possible de l'information auprès des délégués, et selon la nature des documents, certains dossiers peuvent être publiés sur l'accès réservé aux élus du site Internet www.eaudumorbihan.fr.

1.2.5 Information aux élus des membres ne siégeant pas au Comité Syndical

Références : articles L.5211-40-2 du Code général des collectivités territoriales

Les informations relatives au fonctionnement et décisions de **Eau du Morbihan** sont transmises aux élus des membres ne siégeant pas au Comité Syndical par voie dématérialisée.

Par courriel adressé sur les adresses « contact » des membres, ils sont informés de la mise en ligne sur le site Internet de **Eau du Morbihan** à chaque séance des documents relatifs aux réunions du Comité Syndical :

- information portant sur les convocations au Comité Syndical ;
- comptes rendus de Comité Syndical dans le délai d'un mois après la séance ;
- des rapports d'orientations budgétaires annuels ;
- des rapports d'activités annuels.

Les modalités précises d'information font l'objet d'un développement particulier dans la Charte de Gouvernance, également soumise à l'approbation du Comité Syndical.

1.3 Fonctionnement des séances du Comité Syndical

1.3.1 Présidence

Références : articles L.2121-14, L.2122-8, L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Le Président, et à défaut, celui qui le remplace, préside le Comité Syndical.

En cas d'empêchement, le Président est remplacé dans ses fonctions par un vice-Président dans l'ordre du tableau.

La séance, au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président, est présidée par le plus âgé des membres du Comité.

Dans les séances où le Compte Administratif est débattu et mis au vote, le Président peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote. Le Président en exercice n'est alors pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire les épreuves des votes et en proclame les résultats.

Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des séances.

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Il rend compte des attributions exercées par délégation du Comité Syndical au Bureau et au Président.

Le Président accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Le Président énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour et les soumet à l'approbation du Comité Syndical. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Président ou les rapporteurs désignés par celui-ci.

Il peut proposer d'ajouter des points à l'ordre du jour, en raison de leur caractère mineur et parce qu'ils n'étaient pas connus au moment des convocations. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'une délibération si le Comité Syndical l'accepte à la majorité absolue.

1.3.2 Secrétariat de séance

Référence : article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales

Envoyé en préfecture le 02/10/2020
Reçu en préfecture le 02/10/2020
Affiché le 02/10/2020
ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_047-DE

Au début de chacune de ses séances, le Comité Syndical nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire pour la durée de la séance. Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins.

Il contrôle l'élaboration du procès-verbal et du compte-rendu.

Le secrétaire est assisté dans ses missions par des agents de **Eau du Morbihan** qui assistent aux séances mais qui ne participent pas aux délibérations. Le personnel de **Eau du Morbihan** prend la parole que sur invitation expresse du Président et reste tenu à l'obligation de réserve.

1.3.3 Quorum

Références : L2121-17 du Code général des collectivités territoriales

Le Comité Syndical ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance et doit être respecté à chaque vote. Les pouvoirs donnés par les délégués absents n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Comité Syndical est à nouveau convoqué à 3 jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Exclusivement durant en cas d'état d'urgence sanitaire, ces règles peuvent être modifiées.

1.3.4 Pouvoirs

Référence : article L.2121-20 du Code général des collectivités territoriales

Un délégué empêché d'assister à une séance peut donner à un autre délégué de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom. Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir, sauf disposition spécifique, notamment liée à un état d'urgence sanitaire. Les pouvoirs ne sont pas comptabilisés dans le calcul du quorum.

Un formulaire à compléter est fourni aux délégués syndicaux avec leur convocation.

En application de l'article 10.1 des statuts de **Eau du Morbihan**, un délégué représentant un membre ayant transféré une ou plusieurs compétences à la carte ne doit donner pouvoir qu'à un délégué titulaire des mêmes attributions, pour que ce dernier puisse valablement prendre part au vote sur les affaires relatives à ces compétences.

Les pouvoirs sont remis au Président au plus tard en début de séance ou doivent être parvenus par courrier ou messagerie électronique avant la séance au siège de **Eau du Morbihan**. Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un délégué obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Le pouvoir est toujours révocable.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, tout délégué syndical empêché d'assister à une séance du Comité Syndical est tenu d'en informer le Président ou les services du Syndicat avant ou au cours de la séance.

Il est fait mention au procès-verbal de séance des absences et des pouvoirs avec l'indication du nom du conseiller déléguant.

1.3.5 Prise en charge des frais de déplacement des délégués

Référence : article L.5211-13 du Code général des collectivités territoriales

Envoyé en préfecture le 02/10/2020
Reçu en préfecture le 02/10/2020
Affiché le 02/10/2020
ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_047-DE

Les délégués qui ne perçoivent pas une indemnité de vice-présidence de **Eau du Morbihan**, et qui engagent des frais de déplacement à l'occasion des réunions de Comité Syndical, peuvent demander le remboursement de ces dépenses lorsque la réunion a lieu dans une commune autre que celle de leur lieu de résidence, dans les conditions fixées par décret.

Un formulaire est fourni aux délégués syndicaux avec leur convocation. Il doit être remis aux services de **Eau du Morbihan** le jour de la séance.

1.3.6 Accès et tenue du public

Référence : article L.2121-18 al. 1^{er} du Code général des collectivités territoriales

Les séances du Comité Syndical sont publiques.

Toutefois le Président disposant de pouvoirs de police de l'assemblée, il peut instituer des mesures de surveillance de l'entrée de la salle, pour des questions de sécurité, des raisons sanitaires ou pour tout motif qui nuirait au bon déroulement de la séance.

Durant toute la séance, le public présent doit se tenir aux places qui lui sont réservées, et garder le silence : toute marque d'approbation ou de désapprobation est interdite.

1.3.7 Séance à huis clos

Référence : article L.5211-11 du Code général des collectivités territoriales

Sur demande de 5 membres ou du Président, le Comité Syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, de se réunir à huis clos.

Lorsqu'il est décidé que le Comité Syndical se réunit à huis clos, seuls les délégués syndicaux et le cas échéant, les membres du personnel de **Eau du Morbihan** expressément autorisés par le Président peuvent être présents dans la salle des séances.

La présence de personnes indûment entrées dans la salle peut obliger le Président à prononcer une suspension de séance jusqu'au rétablissement du huis clos.

Le retour au régime de la séance publique ne nécessite aucun vote formel préalable, mais suppose l'assentiment des délégués présents.

Même en cas de séance à huis clos, il sera fait mention au procès-verbal et au registre des délibérations de l'ensemble des questions abordées au cours de cette séance, dans les mêmes conditions qu'en cas de séance publique.

1.3.8 Suspension de séance

Tout membre de l'Assemblée peut demander une suspension de séance. Le Président assurant la présidence de la séance, il lui revient d'en prononcer la levée. Le Président peut en outre suspendre les séances du Comité Syndical pour une durée qu'il détermine.

Une séance reprise après une suspension de courte durée ne constitue pas une nouvelle séance à laquelle les conseillers doivent être régulièrement convoqués.

Toute demande de suspension de séance, sollicitée par le tiers au moins des délégués présents, est accordée de plein droit, et prononcée par le Président.

1.3.9 Police de l'assemblée

Le Président ou celui qui le remplace, a seul la police de l'assemblée. Il fait observer le présent règlement.

Le Président peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

Les délégués syndicaux peuvent demander au Président de faire un rappel au présent règlement lorsque l'une de ses dispositions n'est pas respectée et trouble le bon déroulement des débats. La séance est alors suspendue par le Président.

1.4 Débats, questions, amendements et votes

1.4.1 Débats ordinaires

La direction des débats appartient au Président.

Lors des débats, le Président respecte les droits des délégués : droit à l'information et à l'expression, droit de proposition et d'amendement.

La parole est accordée par le Président aux membres du Comité Syndical qui la demandent. Les membres du Comité Syndical prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président. Ils ne peuvent en aucun cas interrompre l'un de leurs collègues, sauf s'ils y sont autorisés par le Président, avec la permission de l'orateur. Si un orateur s'écarte de la question, le Président seul, l'y rappelle.

Lors des séances, il appartient au Président de mettre fin à tout débat portant sur une question qu'il n'aurait pas lui-même soumise au Comité Syndical ou sur une question étrangère aux compétences et attributions du Comité Syndical ainsi qu'à tout propos qui excéderaient les limites du droit de libre expression.

Le Président décide seul si les agents de **Eau du Morbihan** présents, peuvent intervenir oralement au cours de la séance pour apporter des informations nécessaires à la compréhension des dossiers ou répondre à une question posée par un délégué.

Lorsque le débat est clos, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

1.4.2 Questions écrites et questions orales

Référence : article L.2121-19 du Code général des collectivités territoriales

Les délégués ont la possibilité de présenter préalablement à la séance des questions écrites ayant trait aux affaires de **Eau du Morbihan**. Les questions doivent parvenir par courriel ou par courrier postal au siège de **Eau du Morbihan** quarante-huit heures avant la séance.

Au début de la séance, le Président présente au Comité Syndical l'objet des questions écrites reçues. A la fin de la séance, après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Président expose les questions écrites.

Il répond immédiatement sauf si la question exige un complément d'information, des recherches ou un temps de réflexion. Si tel est le cas, la question est reportée à la séance suivante du Comité Syndical.

Les délégués ont la possibilité de présenter en séance des questions orales ayant trait aux affaires de **Eau du Morbihan**.

Au début de la séance, les délégués qui désirent poser une question se signalent et en indiquent le thème général. A la fin de la séance, après examen des points inscrits à l'ordre du jour, complété éventuellement des questions écrites, les délégués sont invités à exposer leur question orale.

Le Président répond immédiatement sauf si la question exige un complément d'information, des recherches ou un temps de réflexion. Si tel est le cas, la question est reportée à la séance suivante du Comité Syndical.

Les questions écrites et orales posées ainsi que les réponses qui y sont apportées sont résumées succinctement dans le procès-verbal de la séance.

1.4.3 Délibérations de l'assemblée

Références : articles L.5612-16, L.2121-14, L.2121-20, L.2121-21, L.2121-29 et L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales

Le Comité Syndical règle par ses délibérations les affaires de **Eau du Morbihan**.

Tous les délégués prennent part au vote pour les questions intéressant l'ensemble des membres. Pour les décisions spécifiques à chaque compétence à la carte, seuls prennent part au vote les délégués représentant les membres qui ont transféré ladite compétence, conformément à l'article 10.1 des statuts de **Eau du Morbihan**

Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Le Président ne prend pas part au vote des comptes administratifs.

Les délibérations du Comité Syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les votes ou bulletins nuls, les blancs, les abstentions et les « non participants au vote » ne sont pas comptabilisés dans le suffrage exprimé.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Le Comité Syndical vote de l'une des trois manières suivantes :

- Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le Président et le secrétaire de séance qui comptabilisent les votes.
- Le vote a lieu au scrutin public (appel ou bulletin nominatif) à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.
- Il est procédé au vote à bulletin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

A l'issue d'un vote à bulletin secret portant sur une nomination ou présentation, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative, à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Comité Syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations et aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

1.5 Compte-rendu des débats – procès-verbal – extrait des délibérations – recueil des actes administratifs

1.5.1 Compte-rendu

Références : articles L.2121-25 et L.5211-40-2 du Code général des collectivités territoriales

Les séances de Comité Syndical font l'objet d'un compte-rendu retraçant les décisions prises sur les affaires traitées au cours de la séance, sans détailler les débats.

Il est affiché au siège de **Eau du Morbihan** et mis en ligne sur le site Internet de **Eau du Morbihan** sous huit jours et publié dans le recueil des actes administratifs.

1.5.2 Procès-verbal

Références : articles L.2121-15, L.2121-23 et L.2121-26 du Code général des collectivités territoriales

Les séances du Comité Syndical donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui rend compte des discussions et des délibérations. Il contient les éléments nécessaires tant à l'information du public qu'à celle du Préfet chargé du contrôle de légalité. Il est rédigé par le secrétaire de séance avec l'appui des services de **Eau du Morbihan**.

A chaque nouvelle convocation du Comité Syndical, est joint le projet de procès-verbal de la séance précédente.

Afin d'en faciliter la rédaction, les séances sont enregistrées par les moyens de communication audio ou audiovisuelle. Les enregistrements sont conservés jusqu'à l'approbation du procès-verbal par les délégués présents au cours de cette séance, lors de la séance suivante.

Lorsqu'il s'élève une réclamation contre la rédaction du procès-verbal, le Comité Syndical décide, à la majorité, s'il y a lieu d'opérer une rectification. Ces éventuelles modifications ne peuvent, en aucun cas, entraîner une reprise des débats en cause.

Sa rédaction approuvée, le procès-verbal est accessible sur le site Internet dans l'espace réservé aux délégués syndicaux.

Sa communication peut en être demandée par toute personne physique ou morale.

1.5.3 Registre des délibérations

Référence : article R.2121-9 du Code général des collectivités territoriales

Les délibérations du Comité Syndical sont inscrites par ordre de date dans un registre côté et paraphé par le Président. Le registre est signé par tous les membres présents à la séance ou mention est faite pour la cause qui les a empêchés de signer.

1.5.4 Recueil des actes administratifs

Référence : article R.5211-41 du Code général des collectivités territoriales

Les délibérations sont publiées au moins une fois par semestre dans un recueil des actes administratifs mis à la disposition du public au siège social de **Eau du Morbihan**. Il est également mis en ligne sur son site internet.

L'avis de publication des recueils est transmis par courriel à chaque membre de **Eau du Morbihan**, pour affichage.

Ce recueil comprend les actes réglementaires suivants :

- les délibérations adoptées par le Comité Syndical,
- les décisions prises par le Président et le Bureau en vertu des délégations d'attribution accordées par le Comité Syndical,
- les arrêtés du Président, à l'exception des actes individuels qui sont tenus dans un registre spécifique.

1.5.5 Droit à la communication

Références : article L.2121-26 du Code général des collectivités territoriales, L.311-9 du Code de relations entre le public et l'administration

Toute personne physique ou morale a le droit de demander la communication des procès-verbaux du Comité Syndical, des budgets et des comptes, ainsi que des arrêtés du Président, exception faite des arrêtés du personnel portant une appréciation sur l'intéressé ou des éléments de vie privée.

Les informations relatives aux réunions du Comité Syndical (convocations, procès-verbaux, recueils) sont publiées, en accès public sur le site eaudumorbihan.fr.

2 Le Bureau Syndical



2.1 Composition et attributions du Bureau

Référence : article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Le Comité Syndical élit parmi ses membres, un Bureau composé de vice-Présidents et du Président, conformément à l'article 10.2 de ses statuts.

Le Bureau a un rôle à la fois consultatif et délibératif :

- Il participe à la préparation des réunions du Comité Syndical.
- Il peut également recevoir délégation d'une partie des attributions du Comité Syndical.

2.2 Organisation du Bureau

2.2.1 Périodicité des séances

Référence : article L.2121-9 du Code général des collectivités territoriales

Le Bureau se réunit au siège de **Eau du Morbihan** chaque fois que cela est nécessaire et au moins une fois avant chaque réunion du Comité Syndical.

2.2.2 Convocations et rapports

Références : article L.2121-10 et L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales

Les convocations sont faites par le Président. Elles indiquent les questions portées à l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de réunion.

La convocation est mentionnée au registre des délibérations.

La convocation et une note explicative de synthèse des points à l'ordre du jour sont adressées par le Président au moins 5 jours francs avant la date de la réunion :

- Par voie dématérialisée, en principe, à l'adresse électronique choisie par chaque membre du Bureau Syndical,
- Par voie postale à son domicile, si l' élu en fait la demande.

En cas d'urgence, le délai de convocation peut être raccourci par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

2.3 Fonctionnement du Bureau

2.3.1 Présidence et tenue des séances

Références : article L.2121-10, L.2121-12, L.2121-14, L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Le Président procède à l'ouverture de la séance.

En cas d'empêchement, le Président est remplacé dans ses fonctions par un vice-Président dans l'ordre du tableau.

Le Président fait approuver le procès-verbal de la séance précédente par les membres qui étaient présents et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour et indique les éventuels points qu'il propose d'ajouter en raison de leur caractère mineur, et qui n'étaient pas connus au moment des convocations.

Le Président clôture les séances après épuisement de l'ordre du jour.

2.3.2 Secrétariat de séance

Référence : article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales

Au début de chaque séance, le Bureau nomme, sur proposition du Président, un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la constatation des votes et du dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

Le secrétaire est assisté des agents de **Eau du Morbihan** qui assistent aux séances mais qui ne participent pas aux délibérations.

2.3.3 Quorum et Pouvoirs

Référence : articles L.2121-17 et L.2121-20 du Code général des collectivités territoriales

Le Bureau Syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Si, après une première convocation régulièrement effectuée, le quorum n'est pas atteint, le Bureau Syndical est à nouveau convoqué à 3 jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Un membre du Bureau empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre du Bureau de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom. Chaque membre du Bureau ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Les pouvoirs doivent être remis au Président ou aux services en début de séance ou en cours de séance. Les pouvoirs ne sont pas comptabilisés dans le calcul du quorum.

Il est fait mention au compte-rendu de séance des absences et des pouvoirs avec l'indication du nom de l'élu déléguant.

2.3.4 Accès et tenue du public

Les séances du Bureau Syndical ne sont pas publiques. Toute personne qualifiée dont la présence est souhaitée par le Président peut assister au Bureau et être entendue.

2.3.5 Compte-rendu et procès-verbal

Références : articles L.2121-15, L.2121-23, L.2121-25, L.2121-26 et L.5211-40-2 du Code général des collectivités territoriales

La séance du Bureau Syndical donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu retraçant les décisions prises sur les affaires traitées au cours de la séance, sans détailler les débats.

Il est affiché au siège de **Eau du Morbihan** et mis en ligne sur le site Internet, sous huit jours.

Le procès-verbal retrace les décisions et une synthèse des débats.

Le procès-verbal des réunions est envoyé aux membres du Bureau Syndical et est soumis pour approbation à la séance suivante.

Lorsqu'il s'élève une réclamation, le Bureau décide, à la majorité, s'il y a lieu d'opérer une rectification. Ces modifications ne peuvent en aucun cas entraîner une reprise des débats.

Le procès-verbal est mis en ligne sur le site Internet sur l'espace privé.

2.3.6 Décisions du Bureau

Référence : article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales

Le Bureau prend des décisions dans les seuls domaines qui lui sont délégués par le Comité Syndical pour accomplir certaines tâches. Le Président rend compte au Comité Syndical des décisions du Bureau prises par délégation.

Ces décisions prises par le Bureau sont transcrites au sein du compte-rendu et dans le procès-verbal de la séance et elles sont reportées dans le recueil des actes administratifs.

Sont illégales les décisions auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du Bureau intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Les débats se déroulent selon les mêmes modalités que celles définies au présent règlement pour le Comité Syndical.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les votes et bulletins nuls, les blancs, les abstentions et les « non participants au vote » ne sont pas comptabilisés dans le suffrage exprimé.

Le mode de votation habituel est le vote à main levée. Il est constaté par le Président et le secrétaire qui comptabilisent les votes. Il est procédé au vote à bulletin secret quand le tiers des membres présents le demandent ou lorsque les dispositions législatives ou réglementaires imposent ce mode de scrutin.

En cas de partage et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

3 Les Commissions Syndicales



En vue de l'étude des affaires de sa compétence et de la préparation de ses délibérations, le Comité Syndical peut constituer en son sein des commissions permanentes ou temporaires.

Ces commissions peuvent également comprendre des membres pris en dehors du Comité Syndical. Chaque délégué a la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé par écrit le Président deux jours au moins avant la réunion.

Le Président de **Eau du Morbihan**, Président de droit des commissions, peut déléguer à cet effet un vice-Président ou un délégué, sauf décision contraire du Comité Syndical.

La commission se réunit sur l'initiative du Président de commission. La convocation sera faite par écrit 5 jours francs au moins avant la séance.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision propre. Elles ont pour mission d'étudier les questions relatives à son domaine de compétence et d'émettre des avis ou des propositions.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées.

Les avis émis par les commissions sont valables quel que soit le nombre d'élus présents aux réunions régulièrement convoquées.

Les réunions des commissions donnent lieu à des comptes-rendus qui sont diffusés aux membres de la commission et au Président.

Envoyé en préfecture le 02/10/2020

Reçu en préfecture le 02/10/2020

Affiché le **02/10/2020**

ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_047-DE



service public d'eau potable

27 rue de Luscanen • CS 72011 • 56 001 Vannes cedex
02 97 47 91 39 • contact@eaudumorbihan.fr • www.eaudumorbihan.fr